

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Louis LE FRANC préfet du Finistère ;

Vu le décret du 24 juin 2026 portant cessation de fonction de M. Franck ROBINE, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu le décret du 24 juin 2026 portant nomination de Mme Emmanuelle DUBEE, préfète de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1/2026/DREAL/DSG du 1^{er} juillet 2026 portant délégation de signature à M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Considérant que l'intérim des fonctions de préfet de la région Bretagne est exercé par M. Louis LE FRANC préfet du Finistère, jusqu'à la prise de fonction de Mme Emmanuelle DUBEE ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 018 596/KK P relatif au projet de **pose de pieux et d'un ponton brise clapot dans le port de Port Haliguen à Quiberon (56)**, déposé par la Compagnie des ports du Morbihan, reçu le 27/05/2026 et considéré complet le 19/06/2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°9b « Infrastructures portuaires » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- réalisation d'un ponton brise-clapot sur pieux à l'entrée du port, de 25 m de longueur, pour améliorer les conditions de navigation et de stationnement ;
- extension et stabilisation des pannes de plaisances, avec ajout de 4 pontons de 6 à 15 m ;
- extension de la station d'avitaillement avec ajout de services de gestion des eaux (eaux noires, grises et de fond de cale).

Considérant la localisation de ce projet :

- au sein de l'emprise portuaire existante ;
- au sein de la zone d'importance pour la conservation des oiseaux (ZICO) de la baie de Quiberon ;
- à environ 1,5 km du site Natura 2000 « Massif dunaire Gâvres–Quiberon et zones humides associées ».

Considérant que :

- les extensions, de dimension limitées relativement à la capacité d'accueil actuelle des infrastructures portuaires de Quiberon (environ 1300 postes de plaisance répartis sur la commune), ne généreront pas une augmentation notable de l'activité nautique ;
- les améliorations apportées à la navigabilité et à l'avitaillement diminuent le risque de pollutions accidentelles ;
- les mesures d'évitement et de réduction des incidences du battage des pieux (mise en place d'un système limitant la diffusion de matière en suspension, phase d'effarouchement des animaux marins, concentration des travaux sur la période identifiée comme de moindre sensibilité) permettent de contenir les impacts sur la biodiversité (notamment les oiseaux et mammifères marins les plus sensibles) et la qualité de l'eau.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :**Article 1^{er}**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de **pose de pieux et d'un ponton brise clapot dans le port de Port Haliguen à Quiberon (56)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Madame MESTRES Aurélie
Le jeudi 2 juillet 2026